

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JOUILLET 1919

**Projet de loi accordant amnistie pour certaines infractions commises
avant le 29 juin 1919**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

A l'heure où la guerre vient de prendre fin, où la Belgique délivrée renaît à une vie nouvelle, où nos soldats victorieux rentrent dans leurs foyers, le pays réclame, avec une égale énergie, une juste répression contre ceux qui ont porté atteinte à l'intégrité morale ou matérielle de la Patrie, et une amnistie, large et généreuse, pour des faits, relativement peu graves, qui ont pu trouver leur excuse dans les misères, les souffrances causées par l'invasion.

Pendant ces quatre terribles années où les maux de l'occupation étrangère s'aggravaient de l'arrêt des industries, du chômage presque général de la classe ouvrière, des privations causées par la disette, nombre de gens, plus malheureux que coupables, se sont laissés aller à commettre des actes qu'en temps normal ils n'eussent certes pas commis.

D'autres, avant la guerre, avaient un passé qui n'était pas sans reproche. Au seuil d'une ère nouvelle ils attendent de la Nation, avec laquelle ils souffrirent, un acte de pardon qui, les associant à l'allégresse générale, les convie à l'œuvre commune de la régénération du pays.

Il est équitable de leur donner cette chance. Il est juste de célébrer la Paix en vouant à l'oubli toutes les fautes qui peuvent être effacées sans péril. C'est la pensée dont s'inspire le Gouvernement en soumettant à vos délibérations ce projet de loi.

L'article 1^{er} amnistie, d'une part, les infractions, jugées ou non, qui, commises avant la signature du traité de Versailles, sont légalement punissables de l'amende et d'un emprisonnement d'un an au plus; d'autre part, celles qui, jugées ou non,

antérieures à la même date et punissables de peines plus fortes, n'ont été pourtant ou ne seront punies par le juge que de l'amende et d'un emprisonnement qui n'excède pas une année.

Le projet ne s'applique pas aux infractions militaires : leur amnistie forme l'objet d'un autre projet de loi.

L'article 2 excepte du bénéfice de la loi certaines catégories d'infractions qui intéressent la sûreté de l'Etat, l'ordre des familles, la santé et la moralité publiques, ou qui ont été créées, au cours de la guerre, par les lois et arrêtés-lois qui pourvurent aux nécessités spéciales du pays, en ce qui touche, notamment, l'alimentation publique et la circulation monétaire. Elles bénéficieront toutefois de l'article 1^{er} dans tous les cas de condamnation conditionnelle.

L'article 7 exclut de l'amnistie les individus qui, d'après l'article 36 du code pénal, ont été ou sont en état de récidive légale, de même que les nationaux des Puissances qui ont été en état de guerre avec la Belgique et de leurs alliés.

Les articles 3 et 4 réservent les droits de l'Etat et des tiers. Ils maintiennent certaines conséquences de l'infraction abolie et de la condamnation qui en fut la suite. Ainsi l'Etat conserve ses droits aux confiscations prononcées, au remboursement des droits fraudés, aux dommages-intérêts et restitutions ; il ne restituera pas les amendes et les frais de justice qui ont été payés. Quant aux tiers, l'amnistie ne pourra être opposée aux actions civiles nées de l'infraction. Si, au moment de l'amnistie, la juridiction répressive est déjà saisie de l'action civile, elle restera compétente en vertu de l'article 5.

L'article 8 est, à la rigueur, superflu. Il va de soi, en effet, que l'amnistie ne couvre pas les faits qui, accomplis par des mineurs de 16 ans, ne revêtent légalement aucun caractère délictueux. Cette disposition n'a été introduite dans le projet qu'afin de prévenir toute controverse sur ce point.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

Projet de loi accordant amnistie
pour certaines infractions commises
avant le 29 juin 1919.

Wetsontwerp waarbij amnestie wordt
verleend voor zekere, vóór 29 Juni
1919 gepleegde inbreuken.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre Nom, aux Cham-
bres législatives le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Amnistie est accordée :

1° Pour les infractions commises
avant le 29 juin 1919 et que le Code
pénal ordinaire et les lois et règlements
particuliers punissent de l'amende et de
l'emprisonnement d'un an au plus ;

2° Pour les autres infractions com-
mises avant le 29 juin 1919, prévues
par le Code pénal ordinaire et les lois
et règlements particuliers et dont les
auteurs ont été ou seront condamnés à
l'amende et à l'emprisonnement d'un
an au plus.

ART. 2.

Sauf le cas de condamnation condi-
tionnelle, sont exceptées de l'amnistie
les infractions réprimées par : les

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen naam bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Amnestie is verleend :

1° Voor de inbreuken vóór 29 Juni
1919 gepleegd welke door het gewoon
strafwetboek en de bijzondere wetten
en reglementen gestraft worden met
geldboete en met gevangenisstraf van
ten hoogste één jaar ;

2° Voor de andere inbreuken vóór
29 Juni 1919 gepleegd welke voorzien
zijn door het gewoon strafwetboek en
door de bijzondere wetten en regle-
menten en waarvan de daders veroor-
deeld werden of zullen worden tot
geldboete en tot gevangenisstraf van
ten hoogste één jaar.

ART. 2.

Zijn, behalve bij voorwaardelijke ver-
oordeeling, van de amnestie uitgezon-
derd : de inbreuken, waarop straf gesteld

articles 101 à 133, 311, 356 à 360, 372 à 382, 391, 498 à 500 du Code pénal; l'article 1^{er} de la loi du 4 août 1914, concernant les mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre; l'article 3 de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 réglementant l'alimentation de la population civile; l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 relatif à l'interdiction de relations d'ordre économique avec l'ennemi; l'arrêté-loi du 31 mai 1917 relatif aux mesures de dépossession effectuées par l'ennemi; l'arrêté-loi du 22 octobre 1918 concernant les monnaies; l'arrêté-loi du 24 octobre 1918 sur la circulation monétaire; l'arrêté-loi du 7 novembre 1918 relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des denrées, marchandises ou valeurs, les articles 66 et 67 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de guerre; et par les arrêtés pris en exécution de ces loi et arrêtés-lois.

ART. 3.

Dans aucun cas, l'amnistie ne peut être opposée aux droits de l'Etat.

En conséquence, sont maintenus les droits de l'Etat aux confiscations prononcées, au remboursement des droits fraudés, aux dommages-intérêts et restitutions.

Les amendes et les frais de justice qui ont été payés ne seront pas restitués.

ART. 4.

L'amnistie ne peut être opposée aux droits des tiers.

Elle n'empêche notamment ni l'action en divorce ou en séparation de corps,

wordt door de artikelen 101 tot 133; 311, 356 tot 360, 372 tot 382, 391, 498 tot 500 van het strafwetboek; artikel 1 der wet van 4 Augustus 1914, betreffende de spoedeisende maatregelen door de oorlogsverwickelingen noodig gemaakt; artikel 3 der besluit-wet van 5 November 1918, tot regeling van de voeding der burgerlijke bevolking; de besluit-wet van 10 December 1916, tot verbod van de betrekkingen van economischen aard met den vijand; de besluit-wet van 31 Mei 1917, betreffende de door den vijand uitgeoefende onteigeningsmaatregelen; de besluit-wet van 22 October 1918, over de munten; de besluit-wet van 24 October 1918, betreffende den muntomloop; de besluit-wet van 7 November 1918, betreffende den uit-, door- en invoer van, alsmede den handel in waren, goederen of waarden; de artikelen 66 en 67 der besluit-wet van 23 October 1918, betreffende het vaststellen en het ramen van de schade uit den oorlog voortspuitend en de besluiten ter uitvoering van die wetten en besluit-wetten.

ART. 3.

In geen geval, mag de amnestie aangevoerd worden tegen rechten van den Staat.

Blijven bijgevolg bestaan: de rechten van den Staat op de uitgesproken verbeurdverklaringen, op de terugbetaling van de gesmokkelde rechten, op de schadeloosstellingen en teruggaven.

De reeds gekweten geldboeten en gerechtskosten worden niet teruggegeven.

ART. 4.

De amnestie mag niet aangevoerd worden tegen rechten van derden.

Inzonderheid belet zij de rechtsvoering niet tot echtscheiding of tot schei-

ni l'action en dommages-intérêts fondées sur l'infraction.

ART. 5.

Le tribunal ou la cour saisi de l'action civile en même temps que de l'action répressive reste compétent pour statuer sur l'action civile, nonobstant l'amnistie.

ART. 6.

L'amnistie ne restitue pas au condamné les décorations, titres, grades, fonctions, emplois et offices publics qui lui ont été ôtés.

ART. 7.

Sont exclus de la présente amnistie :

1° Les individus qui, d'après l'article 56 du Code pénal, ont été ou sont en état de récidive légale;

2° Les nationaux des Puissances qui ont été en état de guerre avec la Belgique et de leurs alliés.

ART. 8.

La présente loi n'est pas applicable aux faits qualifiés infractions donnant ouverture aux mesures de garde, d'éducation et de préservation prévues par la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1919.

ding van tafel en bed, noch de rechtsvordering tot schadeloosstelling op grond van de wetsovertreding.

ART. 5.

De rechtbank of het hof, vóór dewelke de burgerlijke rechtsvordering en tevens de beteugelende rechtsvordering werden gebracht, blijft bevoegd om uitspraak te doen in zake de burgerlijke rechtsvordering, ondanks de amnestie.

ART. 6.

De amnestie geeft aan den veroordeelde de hem ontnomen eere teekens, titels, graden, ambten, openbare betrekkingen en bedieningen niet terug.

ART. 7.

Van deze amnestie zijn uitgesloten :

1° De personen die, naar luid van artikel 56 van het strafwetboek, in staat van wettelijke herhaling geweest zijn of zijn;

2° De onderhoorigen van de Mogendheden die met België in oorlog zijn geweest, en van hunne bondgenooten.

ART. 8.

Deze wet is niet van toepassing op de feiten omschreven als inbreuken, welke de bij de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming voorziene maatregelen tot bewaking, opvoeding en behoeding ten gevolge hebben.

Gegeven te Brussel, den 28^e Juli 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

É. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JULI 1919.

Wetsontwerp waarbij amnestie wordt verleend voor zekere,
vóór 29 Juni 1919 gepleegde inbreuken.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Op het oogenblik dat de oorlog een einde heeft genomen, dat bevrijd België tot een nieuw leven herwordt, dat onze zegevierende soldaten naar huis terugkeeren, eischt het land met gelijke kracht de verdiende bestraffing van hen die aanslag pleegden op de zedelijke of stoffelijke ongeschondenheid van 't Vaderland, en eene ruime en milde amnestie voor betrekkelijk minder zware feiten, waarvoor de ellende en het lijden onder de overweldiging tot verontschuldiging konden strekken.

Tijdens deze vier verschrikkelijke jaren gedurende welke de ellende eener vreemde bezetting gepaard ging met den stilstand der nijverheden, met de bijna algemeene werkeloosheid der arbeidersklasse, met de ontberingen en de levensmiddelenchaarschte, hadden tal van menschen, veeleer beklagenswaardig dan schuldig, de zwakheid, daden te plegen die zij zeker in gewonen tijd niet hadden begaan.

Anderen hadden, vóór den oorlog, een verleden dat niet geheel vlekkeloos was. Waar thans een nieuw tijdvak intreedt, verwachten zij dat de Natie wier lijden zij hebben gedeeld, een woord van vergiffenis spreke dat, hen latende deel nemen aan de algemeene vreugde, hen tevens uitnodigt tot het gemeenschappelijk werk van s' Lands herstel.

Het is billijk hun die kans te geven. Bij het vieren van den Vrede, dienen al de fouten, welke zonder gevaar kunnen worden uitgewischt, vergeten te worden. Die gedachte leidt de Regeering bij het neerleggen van dit wetsontwerp.

Het eerste artikel voorziet amnestie eenerzijds voor de al dan niet gevonniste inbreuken welke, vóór de onderteekening van 't verdrag van Versailles begaan,

wettelijk strafbaar zijn met geldboete en gevangenisstraf van ten hoogste één jaar; anderzijds voor de al dan niet gevonniste en vóór denzelfden dag gepleegde inbreuken, waarop strengere straffen staan, maar die nochtans door den rechter enkel met geldboete en gevangenisstraf van ten hoogste één jaar gestraft werden of zullen worden.

Het ontwerp is niet van toepassing op de militaire inbreuken : dezer amnestie zal door een ander wetsontwerp geregeld worden.

Krachtens artikel 2 worden van het voordeel der wet uitgezonderd zekere categorieën van inbreuken die de veiligheid van den Staat, de orde in het gezin, de openbare gezondheid of zedelijkheid aanbelangen, of die in den loop van den oorlog als dusdanig werden omschreven door de wetten en besluit-wetten, welke hebben voorzien in de bijzondere behoeften van het land, waar het met name ging om de openbare voeding en den muntomloop. Zij zullen echter wel het voordeel van het eerste artikel genieten in al de gevallen waarin eene voorwaardelijke veroordeeling werd uitgesproken.

Door artikel 7 wordt van de amnestie uitgesloten alwie, naar luid van artikel 56 van het Strafwetboek, in staat van wettelijke herhaling geweest is of is, evenals de onderhoorigen van de Mogendheden, die met België in staat van oorlog zijn geweest, en van hunne bondgenooten.

De artikelen 3 en 4 maken een voorbehoud in zake de rechten van den Staat en van derden. Zij behouden zekere gevolgen der kwijtgescholden inbreuk en der veroordeeling waartoe deze aanleiding gaf. Aldus handhaaft de Staat zijn recht op de uitgesproken verbeurdverklaringen, op de terugbetaling der gesmokkelde rechten, op de schadeloosstellingen en teruggaven; geldboeten en gerechtskosten betaalt hij niet terug. Wat de rechten van derden betreft, de amnestie mag niet worden aangevoerd tegen de burgerlijke vordering, op grond van de gepleegde inbreuk. Is de burgerlijke vordering, op het oogenblik der amnestie, reeds bij de beteugelende rechtsmacht aanhangig, dan zal deze krachtens artikel 5 bevoegd blijven.

Strikt genomen, is artikel 8 overbodig. Het spreekt inderdaad van zelf dat de amnestie niet van toepassing is op feiten welke, gepleegd door zestienjarige jongelingen, door de wet geenszins als een vergrijp worden beschouwd. Alleen tot voorkoming van alle betwisting nopens dit punt, werd deze bepaling in het ontwerp opgenomen.

De Minister van Justitie,

É. VANDERVELDE.

**Projet de loi accordant amnistie
pour certaines infractions commises
avant le 29 juin 1919.**

**Wetsontwerp waarbij amnestie wordt
verleend voor zekere, vóór 29 Juni
1919 gepleegde inbreuken.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre Nom, aux Cham-
bres législatives le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Amnistie est accordée :

1° Pour les infractions commises
avant le 29 juin 1919 et que le Code
pénal ordinaire et les lois et règlements
particuliers punissent de l'amende et de
l'emprisonnement d'un an au plus;

2° Pour les autres infractions com-
mises avant le 29 juin 1919, prévues
par le Code pénal ordinaire et les lois
et règlements particuliers et dont les
auteurs ont été ou seront condamnés à
l'amende et à l'emprisonnement d'un
an au plus.

ART. 2.

Sauf le cas de condamnation condi-
tionnelle, sont exceptées de l'amnistie
les infractions réprimées par : les

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast
in Onzen naam bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Amnestie is verleend :

1° Voor de inbreuken vóór 29 Juni
1919 gepleegd welke door het gewoon
strafwetboek en de bijzondere wetten
en reglementen gestraft worden met
geldboete en met gevangenisstraf van
ten hoogste één jaar ;

2° Voor de andere inbreuken vóór
29 Juni 1919 gepleegd welke voorzien
zijn door het gewoon strafwetboek en
door de bijzondere wetten en regle-
menten en waarvan de daders veroor-
deeld werden of zullen worden tot
geldboete en tot gevangenisstraf van
ten hoogste één jaar.

ART. 2.

Zijn, behalve bij voorwaardelijke ver-
oordeeling, van de amnestie uitgezon-
derd : de inbreuken, waarop straf gesteld

articles 101 à 133, 311, 356 à 360, 372 à 382, 391, 498 à 500 du Code pénal; l'article 1^{er} de la loi du 4 août 1914, concernant les mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre; l'article 3 de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 réglementant l'alimentation de la population civile; l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 relatif à l'interdiction de relations d'ordre économique avec l'ennemi; l'arrêté-loi du 31 mai 1917 relatif aux mesures de dépossession effectuées par l'ennemi; l'arrêté-loi du 22 octobre 1918 concernant les monnaies; l'arrêté-loi du 24 octobre 1918 sur la circulation monétaire; l'arrêté-loi du 7 novembre 1918 relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des denrées, marchandises ou valeurs, les articles 66 et 67 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de guerre; et par les arrêtés pris en exécution de ces loi et arrêtés-lois.

ART. 3.

Dans aucun cas, l'amnistie ne peut être opposée aux droits de l'Etat.

En conséquence, sont maintenus les droits de l'Etat aux confiscations prononcées, au remboursement des droits fraudés, aux dommages-intérêts et restitutions.

Les amendes et les frais de justice qui ont été payés ne seront pas restitués.

ART. 4.

L'amnistie ne peut être opposée aux droits des tiers.

Elle n'empêche notamment ni l'action en divorce ou en séparation de corps,

wordt door de artikelen 101 tot 133; 311, 356 tot 360, 372 tot 382, 391, 498 tot 500 van het strafwetboek; artikel 1 der wet van 4 Augustus 1914, betreffende de spoedeisende maatregelen door de oorlogsverwikkelingen noodig gemaakt; artikel 3 der besluit-wet van 5 November 1918, tot regeling van de voeding der burgerlijke bevolking; de besluit-wet van 10 December 1916, tot verbod van de betrekkingen van economischen aard met den vijand; de besluit-wet van 31 Mei 1917, betreffende de door den vijand uitgeoefende onteigeningsmaatregelen; de besluit-wet van 22 October 1918, over de munten; de besluit-wet van 24 October 1918, betreffende den muntomloop; de besluit-wet van 7 November 1918, betreffende den uit-, door- en invoer van, alsmede den handel in waren, goederen of waarden; de artikelen 66 en 67 der besluit-wet van 23 October 1918, betreffende het vaststellen en het ramen van de schade uit den oorlog voortspuitend en de besluiten ter uitvoering van die wetten en besluit-wetten.

ART. 3.

In geen geval, mag de amnestie aangevoerd worden tegen rechten van den Staat.

Blijven bijgevolg bestaan: de rechten van den Staat op de uitgesproken veroordelingen, op de terugbetaling van de gesmokkelde rechten, op de schadeloosstellingen en teruggaven.

De reeds gekweten geldboeten en gerechtskosten worden niet teruggegeven.

ART. 4.

De amnestie mag niet aangevoerd worden tegen rechten van derden.

Inzonderheid belet zij de rechtsvordering niet tot echtscheiding of tot schei-

ni l'action en dommages-intérêts fondées sur l'infraction.

ART. 5.

Le tribunal ou la cour saisi de l'action civile en même temps que de l'action répressive reste compétent pour statuer sur l'action civile, nonobstant l'amnistie.

ART. 6.

L'amnistie ne restitue pas au condamné les décorations, titres, grades, fonctions, emplois et offices publics qui lui ont été ôtés.

ART. 7.

Sont exclus de la présente amnistie :

1° Les individus qui, d'après l'article 56 du Code pénal, ont été ou sont en état de récidive légale;

2° Les nationaux des Puissances qui ont été en état de guerre avec la Belgique et de leurs alliés.

ART. 8.

La présente loi n'est pas applicable aux faits qualifiés infractions donnant ouverture aux mesures de garde, d'éducation et de préservation prévues par la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1919.

ding van tafel en bed, noch de rechtsvordering tot schadeloosstelling op grond van de wetsovertreding.

ART. 5.

De rechtbank of het hof, vóór dewelke de burgerlijke rechtsvordering en tevens de beteugelende rechtsvordering werden gebracht, blijft bevoegd om uitspraak te doen in zake de burgerlijke rechtsvordering, ondanks de amnestie.

ART. 6.

De amnestie geeft aan den veroordeelde de hem ontnomen eeretekens, titels, graden, ambten, openbare betrekkingen en bedieningen niet terug.

ART. 7.

Van deze amnestie zijn uitgesloten :

1° De personen die, naar luid van artikel 56 van het strafwethoek, in staat van wettelijke herhaling geweest zijn of zijn;

2° De onderhoorigen van de Mogendheden die met België in oorlog zijn geweest, en van hunne bondgenooten.

ART. 8.

Deze wet is niet van toepassing op de feiten omschreven als inbreuken, welke de bij de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming voorziene maatregelen tot bewaking, opvoeding en behoeding ten gevolge hebben.

Gegeven te Brussel, den 28^e Juli 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,